

Réunions de l'Assemblée générale de l'AIM (Bruxelles, 2-4 juin 2010)

Les ordres du jour sont disponibles sur www.aim-mutual.org sous l'onglet
« Événements / XXVI^e Assemblée générale de l'AIM »

TABLE DES MATIÈRES

NOUVELLES DES INSTITUTIONS EUROPÉENNES	P.1
INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR L'ASSURANCE-MALADIE ET LES SYSTÈMES DE SANTÉ	P.4
ÉVÉNEMENTS ET NOUVELLES AIM	P.8

INSTITUTIONS EUROPÉENNES

CONSEIL DE L'UE

PRÉSIDENTE ESPAGNOLE DE L'UE



[Site web](#) - [Présidence espagnole de l'UE](#)
[Programme \(EN\)](#)

LA MINISTRE TRINIDAD JIMÉNEZ PROPOSE QUE 2012 SOIT «L'ANNÉE EUROPÉENNE DU VIEILLISSEMENT ACTIF»

La ministre espagnole de la santé et de la politique sociale, Trinidad Jiménez, a proposé que 2012 soit déclarée «Année européenne du vieillissement actif et de la solidarité entre les générations», pour garantir aux personnes âgées un vieillissement «actif et en bonne santé». [Plus](#)

LE CONSEIL ADOPTE DES RÈGLES POUR PRÉVENIR DES BLESSURES CHEZ LES TRAVAILLEURS DU SECTEUR DE LA SANTÉ

Le Conseil a adopté une directive visant à assurer une sécurité maximale sur le lieu de travail pour les travailleurs du secteur de la santé, en les protégeant contre les blessures dues aux objets tranchants.

Les blessures dues aux aiguilles et à d'autres objets tranchants constituent un des risques les plus courants et les plus graves auxquels sont exposés les travailleurs du secteur de la santé en Europe, et représentent un coût élevé pour les systèmes de santé et la société en général. D'après les experts du secteur, il y aurait plus d'un million de blessures de ce type par an; or elles peuvent avoir de lourdes conséquences et entraîner parfois des maladies graves.

La nouvelle directive donne des effets juridiques à un accord-cadre conclu le 17 juillet 2009 par les employeurs et les syndicats des secteurs hospitalier et sanitaire.

Les États membres ont un délai de trois ans pour transposer la nouvelle directive dans leur droit national.
[Plus \(EN\)](#)

CONCLUSIONS DU CONSEIL SUR LE RÔLE DE L'UE DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ MONDIALE

Dans ses conclusions adoptées le 10/05, le Conseil salue la communication de la Commission intitulée «Le rôle de l'UE dans la santé mondiale» qui met en évidence la nécessité de prendre des mesures pour améliorer la santé, réduire les inégalités et renforcer la protection contre les menaces sanitaires mondiales. En particulier, le Conseil souligne les valeurs communes de solidarité pour un accès équitable et universel à des soins de qualité qui servent de base aux politiques de l'UE dans ce domaine.

[Conclusions du Conseil](#)

COMMISSION EUROPÉENNE

AFFAIRES SOCIALES

GRANDES DISPARITÉS DANS LES JUGEMENTS QUE LES CITOYENS EUROPÉENS PORTENT SUR LA QUALITÉ DE VIE DANS LEURS VILLES ET LEURS CITÉS

La Commission européenne a publié les résultats d'une enquête Eurobaromètre consacrée au jugement que portent les citoyens européens sur la qualité de vie dans 75 grandes villes. En cette période de difficultés économiques, l'emploi et le coût du logement restent deux préoccupations prédominantes. Si les réponses font apparaître de grandes disparités dans l'ensemble, la qualité du service dans les secteurs des transports, de la santé et de l'enseignement est généralement bien notée. [Plus](#)

L'UE CHERCHE À OBTENIR UNE RATIFICATION RAPIDE DE LA CONVENTION DES NATIONS UNIES RELATIVE AUX DROITS DES PERSONNES HANDICAPÉES

Viviane Reding, vice-présidente de la Commission européenne, a invité les États membres, lors d'une réunion des ministres de l'UE ce 19/05 à Saragosse (Espagne), à ratifier au plus vite la Convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées. Les ministres ont discuté de la mise en œuvre de la Convention des Nations unies au niveau européen et ont apporté leur contribution à la nouvelle stratégie européenne en faveur des personnes handicapées. Celle-ci sera présentée en automne et proposera des actions concrètes pour la période 2010-2020. [Plus](#)

MARCHÉ INTÉRIEUR

RAPPORT MONTI SUR LE RELANCE DU MARCHÉ UNIQUE

En octobre 2009, le président Barroso a confié à Mario Monti, président de l'université de Bocconi et ancien membre de la Commission, la mission de rédiger un rapport proposant des solutions et des recommandations en vue d'une initiative destinée à relancer le marché unique en tant qu'objectif stratégique clé de la nouvelle Commission. Le 10/05, le professeur Monti a remis son rapport.

Afin que le marché unique procure des avantages aux citoyens, le rapport recommande, entre autres:

- La création d'une carte européenne de libre circulation.
- La suppression des obstacles à la prestation transfrontière de services de santé par l'adoption rapide de la directive relative à l'application des droits des patients.
- Dans le secteur de la santé, le lancement d'une évaluation comparative des systèmes de soins de santé, la diffusion des meilleures pratiques et l'échange des connaissances sur les meilleures technologies dans le secteur des soins de santé, en s'appuyant sur le projet pilote relatif aux technologies de la santé.
- La coordination des droits en matière de sécurité sociale et la portabilité des droits à pension.
- L'accélération et la facilitation de la reconnaissance des qualifications professionnelles.

Le rapport analyse également la situation des services d'intérêt général (SIG) et des SSIG.

[Texte du rapport](#)     - [Plus](#)

SANTÉ EN LIGNE ET TÉLÉMÉDECINE

STRATÉGIE NUMÉRIQUE: UN PLAN D'ACTION DE LA COMMISSION DESTINÉ À ACCROÎTRE LA PROSPÉRITÉ ET LA QUALITÉ DE VIE EN EUROPE

La mise en œuvre de la stratégie numérique pour l'Europe, dévoilée le 19/05 par la Commission européenne, permettrait de contribuer notablement à la croissance économique de l'UE et de faire profiter tous les secteurs de la société des avantages de l'ère numérique. L'un des domaines d'action prioritaires concerne l'utilisation des technologies de l'information et des communications pour relever les défis auxquels la société doit faire face, tels que le vieillissement de la population et la responsabilisation des patients. Au nombre des avantages attendus figure le déploiement rapide de systèmes de télémédecine. Concrètement, la stratégie numérique prévoit les actions suivantes dans le secteur de la santé:

- Entreprendre de vastes actions pilotes visant à fournir aux Européens un accès en ligne sécurisé à leurs données médicales d'ici à 2015. Ainsi, où qu'ils soient, les patients pourront donner aux médecins l'accès à leur dossier médical.
- Renforcer la sécurité et l'assistance médicale aux Européens, par exemple en cas d'intervention urgente à l'étranger, en

définissant un ensemble minimal de données communes sur les patients à inclure dans les dossiers médicaux qui seront électroniquement accessibles dans tous les États membres.

Au total, la stratégie numérique prévoit quelque 100 mesures de suivi, dont 31 seraient de nature législative. La stratégie numérique est une initiative qui s'inscrit dans le cadre de la [stratégie Europe 2020](#) pour une croissance intelligente, durable et inclusive. [Plus](#) - [MEMO_EN](#) - [MEMO_EN_2](#)

SANTÉ ET MOBILITÉ DES PATIENTS

DROITS DES PATIENTS: LA COMMISSION PREND DES MESURES POUR PROTÉGER LES DROITS DES PATIENTS EN ESPAGNE, EN SLOVAQUIE ET AU DANEMARK

La Commission européenne a décidé de traduire l'Espagne devant la Cour de justice et d'adresser une demande formelle à la Slovaquie l'invitant à se conformer à ses obligations, au sujet des règles de remboursement de frais médicaux engagés dans un autre État membre. Des patients originaires d'Espagne et de Slovaquie se voient refuser, à tort, des demandes de remboursement pour des soins médicaux reçus dans d'autres États membres de l'UE. Ils doivent donc supporter le coût des factures médicales qui, selon les règles de l'UE, devraient être prises en charge par leur propre État membre. Le Danemark recevra également une demande formelle relative à son refus de reconnaître les prescriptions médicales délivrées par des médecins établis dans des États membres autres que la Suède ou la Finlande. [Plus](#)

JOURNÉE MONDIALE SANS TABAC 2010: LA COMMISSION RÉAFFIRME SON ENGAGEMENT À LUTTER CONTRE LE TABAGISME

À la veille de la Journée mondiale sans tabac 2010 (lundi 31 mai), la Commission a dévoilé les résultats d'une enquête Eurobaromètre, dont il ressort qu'une vaste majorité de citoyens de l'UE sont en faveur de mesures antitabac plus strictes. Ainsi par exemple, trois Européens sur quatre se disent favorables à la présence d'avertissements illustrés relatifs à la santé sur les emballages de produits du tabac et à l'interdiction de fumer dans les restaurants. L'étude révèle cependant aussi que pratiquement un tiers des Européens fument toujours, malgré le fait que le tabac tue un fumeur sur deux. La Commission prévoit de lancer prochainement une consultation ouverte en vue de réviser la directive de 2001 sur les produits du tabac et intensifie ses efforts de lutte antitabac dans toute l'Union européenne. [Plus](#) - [MEMO_EN](#)

EU OPEN HEALTH FORUM 2010, 29-30 JUIN, BRUXELLES

Sous le thème général du développement d'une stratégie de la santé pour l'UE 2020 («*Together for Health – a Strategy for the EU 2020*»), la conférence marquera une étape importante dans le renforcement de l'implication de tous les acteurs pour contribuer au développement et à la mise en œuvre d'actions et d'activités en matière de protection et d'amélioration de la santé des citoyens européens. Différents thèmes seront abordés, dont la santé et l'environnement ou l'innovation au service de la santé. Les inscriptions sont ouvertes. [Plus \(EN\)](#) - [Programme \(EN\)](#)

FORUM EUROPÉEN SUR LA POLITIQUE DE LA SANTÉ

À l'automne 2009, la Commission a lancé une procédure en vue du renouvellement des membres du Forum européen sur la politique de la santé. L'AIM a introduit sa demande de renouvellement, qui a été

acceptée par la Commission. La première réunion depuis la procédure de renouvellement a eu lieu le 20/05. Les présentations effectuées le 20/05 sont disponibles en ligne [ici \(EN\)](#) . [Liste des membres](#)

CONSULTATION SUR LE RENFORCEMENT DE LA PRÉPARATION DE L'UE À UNE GRIPPE PANDÉMIQUE

L'objectif de cette consultation est d'obtenir les avis de parties intéressées sur l'action que devrait mener la Commission européenne pour renforcer la préparation de l'Union européenne à une pandémie. La Commission souhaite obtenir les avis de parties intéressées sur deux principales questions:

1. Le plan 2005 de préparation de l'Union européenne à une pandémie a-t-il été utile durant la phase de préparation à la pandémie et de réponse à la pandémie (H1N1) en 2009 et quelles améliorations faudrait-il lui apporter?
2. Que faudrait-il faire à l'échelle communautaire pour améliorer la préparation de l'Union européenne à une pandémie?

La date de clôture de la consultation est le 23/07. [Plus \(EN\)](#)

SECTEUR PHARMACEUTIQUE

MÉDIATEUR: L'AGENCE EUROPÉENNE DES MÉDICAMENTS DEVRAIT RECONSIDÉRER SON REFUS DE DIVULGUER DES RAPPORTS SUR LES EFFETS INDÉSIRABLES D'UN MÉDICAMENT

Le Médiateur européen a demandé à l'Agence européenne des médicaments (EMA) de reconsidérer son refus de donner accès à des documents concernant un médicament utilisé pour soigner les formes sévères d'acné. Le plaignant, un citoyen irlandais, a demandé spécifiquement des rapports sur les effets indésirables suspectés du médicament en question, tels que des effets pouvant entraîner des tendances suicidaires. L'EMA a refusé cet accès, arguant que les règles de transparence de l'UE ne s'appliquent pas aux rapports sur les effets indésirables. Le Médiateur n'est pas du même avis. Selon lui, les règles de transparence de l'UE s'appliquent à tous les documents détenus par l'EMA. Le Médiateur européen a déclaré: «*L'EMA joue un rôle crucial dans l'approbation et le contrôle des médicaments mis sur le marché. Dans la mesure où son travail a un impact direct sur la santé des citoyens européens, il est d'importance capitale pour l'EMA qu'elle donne l'accès le plus large possible aux documents et qu'elle adopte une politique d'information proactive pour le bien des citoyens*». [Plus](#)

RAPPORT ANNUEL 2009 DE L'EMA

Le rapport annuel 2009 de l'Agence européenne des médicaments, publié le 19/05, indique de bons résultats par rapport à son ambitieux programme de travail 2009. Malgré un accroissement du volume de travail dans pratiquement tous les domaines, l'Agence a mené ses activités clés en assurant un haut niveau de qualité et en respectant les délais réglementaires. Le rapport souligne les résultats significatifs obtenus par l'Agence et ses partenaires au sein du système réglementaire européen dans la lutte de l'UE contre la pandémie H1N1. [Rapport annuel 2009 \(EN\)](#) + [annexes \(EN\)](#)

SANTÉ: L'ALLEMAGNE INVITÉE POUR LA DERNIÈRE FOIS À SE CONFORMER AUX RÈGLES DE L'UNION RELATIVES À L'USAGE MÉDICAL BIEN ÉTABLI

La Commission poursuit la procédure engagée contre l'Allemagne en raison de l'application incorrecte des règles européennes relatives à la prise en considération de l'usage médical bien établi lors de l'octroi d'autorisations de mise sur le marché de médicaments, conformément à la directive 2001/83/CE.

La législation européenne prévoit une procédure d'autorisation simplifiée pour les médicaments contenant une substance active qui est largement utilisée depuis au moins dix ans dans l'UE et dont la sécurité et l'efficacité sont dès lors considérées comme avérées. Cette procédure permet au demandeur de se référer à la documentation scientifique existante relative à la substance active et le dispense de soumettre le médicament à des tests et à des essais cliniques.

Il ressort des informations dont dispose la Commission que les autorités allemandes prennent en compte des usages plus restreints de la substance active (lors des essais cliniques, par exemple) pour calculer la période de dix ans. Ce mode de calcul incorrect de la période est contraire aux dispositions de la directive 2001/83/CE et estompe la distinction entre les différentes procédures d'autorisation. [Plus](#)

PARLEMENT EUROPÉEN

APPEL À LA TRANSPARENCE SUR LA GESTION DE LA CRISE H1N1 REJETÉ PAR LE PPE ET LE S&D

210 députés européens avaient demandé une enquête sur la gestion de la crise de la grippe porcine en Europe, qui a engendré des coûts importants pour les États membres qui ont organisé de vastes campagnes de vaccination. Mais lors de la Conférence des présidents des groupes politiques du PE du 20/05 à Strasbourg, le PPE et les Socialistes européens ont refusé de constituer une commission spéciale sur la gestion par les institutions européennes de la crise de la grippe A (H1N1). [Plus](#)

DES RÈGLES EUROPÉENNES POUR FACILITER LES DONS D'ORGANES ET LA TRANSPLANTATION

Le 19/05, le PE a approuvé des normes de qualité et de sécurité communes pour faciliter le don, la transplantation et l'échange d'organes dans les États membres. Environ 60 000 patients sont actuellement sur les listes d'attente dans l'UE - et tous les jours 12 personnes meurent alors qu'elles figurent sur une liste. La directive sur les normes de qualité et de sécurité des organes humains destinés à la transplantation couvre tous les stades de la chaîne, du don à la transplantation, et prévoit une coopération entre les États membres. Le PE a également adopté une résolution sur un plan d'action concernant le don d'organe. [Plus](#) - [FAQ \(EN\)](#)

UN RAPPORT DU PE INVITE LA COMMISSION À PROPOSER UN RÈGLEMENT SUR LE STATUT EUROPÉEN DES MUTUALITÉS

Le 20/05, le PE a adopté le rapport Grech (M, S&D) sur « Donner un marché unique aux consommateurs et aux citoyens ». Le rapport demande notamment à la Commission de présenter une proposition de règlement sur le statut européen des mutualités et de réaliser une étude de faisabilité. [Plus](#)

NOUVEAUX ALIMENTS: LES DÉPUTÉS VEULENT EXCLURE LES PRODUITS PROVENANT D'ANIMAUX CLONÉS

Les produits alimentaires dérivés des animaux clonés et de leur descendance doivent être exclus du projet de législation sur l'autorisation des «nouveaux aliments», ont estimé les députés de la commission de l'environnement. Les aliments issus d'un processus de nanotechnologie doivent également être soumis à une évaluation de risque spécifique avant que leur utilisation puisse être approuvée et qu'ils soient étiquetés, ont-ils ajouté. [Plus](#)

STRATÉGIE 2020 DE L'UE: UN TAUX D'EMPLOI ÉLEVÉ ET DES EMPLOIS DE QUALITÉ SONT LES PRINCIPAUX OBJECTIFS

La Stratégie UE 2020 nécessite des objectifs quantifiables en matière de réduction de la pauvreté et des formes de gouvernance en matière d'emploi

et de politique sociale plus efficaces que la méthode traditionnelle ouverte de coordination entre les États membres, souligne une résolution approuvée par la commission parlementaire de l'emploi et des affaires sociales. Le vote en plénière aura lieu en juin. [Plus](#)

LUTTE CONTRE LE CANCER: L'UE DOIT SOUTENIR D'AVANTAGE LA PRÉVENTION ET LE DÉPISTAGE

Dans une résolution préparée par Alojz Peterle (PPE, SI) et adoptée le 6/05, les députés soutiennent la proposition de la Commission visant à établir un partenariat européen pour la lutte contre le cancer au cours de la période 2009-2013, afin d'aider les États membres à combattre le cancer, et estiment que des efforts particuliers doivent être consentis en direction des nouveaux États membres. Le Parlement appelle les pays de l'UE à établir des plans intégrés de lutte contre le cancer le plus rapidement possible afin d'atteindre l'objectif ambitieux de réduire la charge que représente le cancer de 15% d'ici 2020. [Plus](#)

INFORMATIONS GÉNÉRALES

RÉFORME

COMMENT LES CONSERVATEURS ET LES DÉMOCRATES LIBÉRAUX POURRAIENT CHANGER LE NHS

BBC News annonce le maintien de la promesse faite par les Conservateurs d'augmenter en termes réels le budget annuel du NHS, mais que cette hausse devrait être à peine supérieure à l'inflation. Elle relève également l'absence de toute décision quant au mode de financement futur des soins de santé aux personnes âgées. Aucun des partis ne s'est opposé à la demande du directeur du NHS de réaliser jusqu'à 20 milliards £ d'économies d'ici 2014 (environ 5% du budget annuel) pour faire face aux demandes croissantes de nouveaux médicaments, au vieillissement de la population et aux conséquences des changements de modes de vie, telles que l'obésité.

Il y a cependant des points de désaccord au sein de la coalition. Les Conservateurs souhaitent créer un comité de direction du NHS indépendant pour la gestion du service de santé et transformer le ministère de la santé en ministère de la santé publique. Cela va à l'encontre de la vision des Démocrates libéraux, qui veulent déléguer les pouvoirs de gestion à la population locale par le biais de conseils locaux de santé directement élus. Il y a également conflit au sujet de la fixation de prix minimaux pour l'alcool. En ce qui concerne les médecins généralistes, il y a accord sur l'objectif de donner plus de choix aux patients, mais les Conservateurs, contrairement aux Démocrates libéraux, veulent donner aux médecins traitants un plus grand rôle en matière de commissionnement des services locaux. Par ailleurs, les Conservateurs souhaitent abandonner les 'cibles' concernant les processus, tandis que les Démocrates libéraux partagent le souhait des Travaillistes de les maintenir. Enfin, en matière d'aide sociale, les Conservateurs souhaitent un système volontaire, tandis que les Démocrates libéraux sont favorables à une contribution de chacun au système. [Plus \(EN\)](#)

INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

ASSEMBLÉE MONDIALE DE LA SANTÉ

63^E ASSEMBLÉE MONDIALE DE LA SANTÉ

La 63^e Assemblée mondiale de la santé s'est tenue à Genève en mai 2010. Les délégués ont adopté des résolutions sur différentes questions de santé publique, parmi lesquelles:

- Un nouveau groupe consultatif examinera les moyens d'encourager une recherche axée sur les besoins et devrait faire rapport en 2012.
- Un groupe de travail intergouvernemental sur les produits médicaux contrefaits, qui s'en tiendra aux seules questions de santé publique, formulera des recommandations spécifiques en 2011.
- Une Journée mondiale de l'hépatite sera proclamée le 28 juillet.
- Un code de pratique sera adopté pour le recrutement international des personnels de santé visant à instituer et à promouvoir des principes et des pratiques non contraignants pour un recrutement conforme à l'éthique.
- Une série de cibles intérimaires pour 2015 seront fixées comme étapes vers l'éradication mondiale de la rougeole.

[Plus](#)

E-SANTÉ

HEALTH 2.0: IT'S UP TO YOU

Selon un [rapport sur Health 2.0. \(EN\)](#) du Conseil néerlandais de la santé publique et des soins de santé, les internautes ont la possibilité de publier des blogs et des wikis et créent des plateformes/communautés de discussion en ligne autrement que via Facebook, Twitter et YouTube, les plus connus des nouveaux «réseaux de socialisation». Cette nouvelle forme d'utilisation de l'Internet, appelée Web 2.0. ou Health 2.0. lorsqu'elle se concentre sur la santé, se caractérise par une participation active, une communication directe entre patients, entre professionnels ainsi qu'entre patients et professionnels. Cette forme d'échange d'informations, de coopération et de constitution d'une communauté peut améliorer la performance et le processus décisionnel de l'individu, des prestataires de santé et du système d'assurance maladie dans son

ensemble. Voir [la vidéo \(NL\)](#) sur YouTube. Mais qu'en est-il de la qualité, de la fiabilité, des meilleures pratiques et des coûts de Health 2.0?

ÉTAT DE SANTÉ

LA POPULATION DU CANADA EST EN MEILLEURE SANTÉ QUE CELLE DES ÉTATS-UNIS

Selon un article publié dans Population Health Metrics, bien que les États-Unis et le Canada soient similaires à de nombreux égards, la population canadienne semble sensiblement en meilleure santé que la population américaine en termes d'espérance de vie, de qualité de vie liée à l'état de santé (HRQL) et d'espérance de vie ajustée sur la santé (HALE). Parmi les facteurs qui expliqueraient cette différence figure l'accès aux soins de santé tout au long de la vie (assurance maladie universelle) et de plus faibles inégalités sociales et économiques, en particulier parmi les personnes âgées. [Plus \(EN\)](#)

MÉDICAMENTS

LES RÉDUCTIONS DES PRIX DES MÉDICAMENTS EN GRÈCE DEVRAIT PERMETTRE UNE «ÉCONOMIE DE 1,9 MILLIARD € PAR AN»

Les nouvelles réglementations grecques sur les prix des médicaments vont amener une réduction moyenne des prix de 21,5%, le but étant d'économiser 1,9 milliard € par an, a annoncé le gouvernement. La mesure couvrira 12 500 produits, dont 2 500 princeps, le reste étant des médicaments génériques. Commentant ces réductions de prix, un analyste du secteur pharmaceutique prévoit que, dans la mesure où de nombreux pays européens fixent leurs prix maximum par rapport aux prix pratiqués dans les autres pays de l'UE, les nouveaux prix pratiqués en Grèce vont faire baisser le prix de référence des médicaments dans d'autres États membres de l'UE. Toutefois, des leaders de l'industrie pharmaceutique en Grèce ont averti que ces réglementations entraîneront des pénuries de médicaments sur le marché national, y compris de certains médicaments essentiels, étant donné que la commercialisation de certains produits en Grèce ne sera plus économiquement viable. [Plus \(EN\)](#)

L'ESPAGNE ESPÈRE ÉCONOMISER 1,3 MILLIARD € PAR LA RÉDUCTION DES PRIX DES MÉDICAMENTS

L'Espagne va réduire les prix d'une vaste gamme de médicaments brevetés soumis à prescription à partir du 1^{er} août, les médicaments représentant 32% des dépenses totales de santé en Espagne. Cependant, l'industrie affirme que la mesure va faire baisser son chiffre d'affaire de 20% et mettre en danger un grand nombre de PME dans le secteur. L'industrie affirme que les prix des médicaments en Espagne sont inférieurs de 23% à la moyenne européenne et appelle plutôt à une augmentation des tickets modérateurs. Ceux-ci sont actuellement très faibles en Espagne, puisqu'ils se situent à 7% du coût total des médicaments, contre des moyennes de 12%-15% dans l'UE. [Plus \(EN\)](#)

DE PLUS EN PLUS DE MÉDECINS FERMENT LA PORTE AUX DÉLÉGUÉS MÉDICAUX

Selon un rapport publié par ZS associates, en 2009, l'accès des délégués médicaux aux médecins est devenu encore plus difficile aux États-Unis et les laboratoires pharmaceutiques doivent développer

des stratégies plus flexibles. Le nombre de médecins acceptant de recevoir la plupart des délégués médicaux est tombé à pratiquement 20%. [Plus \(EN\)](#)

MÉDICAMENTS ET R&D

AVANCÉES MAJEURES CONCERNANT LES ALTERNATIVES AU FINANCEMENT DES MÉDICAMENTS PAR LA R&D

Selon Health Action International, lors de l'Assemblée mondiale de la santé 2010, le point le plus controversé, le débat sur le point 11.3 de la Stratégie mondiale et Plan d'action (GSPA) pour la santé publique, l'innovation et la propriété intellectuelle, a été marqué par des positions opposées entre pays de l'hémisphère Nord et de l'hémisphère Sud. Les pays de l'hémisphère Sud, représentés par le Brésil et l'Inde, ont émis de vives critiques à l'égard du rapport et des prochaines étapes de mise en œuvre de la Stratégie mondiale et Plan d'action. Ils ont notamment reproché le fait que le concept de dissociation des coûts de la R&D et du prix des médicaments n'ait pas été pleinement examiné, comme requis par la GSPA. Les discussions ont débouché sur un rejet du rapport du groupe d'experts et sur une demande de révision de toutes les propositions par un nouveau groupe consultatif d'experts sur la R&D relative aux médicaments. Selon HAI, la nouvelle résolution est une réelle occasion de redynamiser le processus d'exploration et de mise en œuvre de propositions innovantes en matière de R&D et de résoudre certaines inefficacités et lacunes du système actuel de R&D, qui ne répond pas aux besoins sanitaires d'une large part de la population dans les pays en développement. [Plus \(EN\)](#)

LE CONSEIL DE L'UE SOUTIENT L'ACCÈS AU MÉDICAMENT DANS LES PMA

Les conclusions du Conseil de l'UE sur le rôle de l'UE dans le domaine de la santé mondiale soutiennent, entre autres, les pays tiers, en particulier les pays moins avancés (PMA), dans la mise en œuvre effective des dispositions en matière de protection de la santé publique, prévues dans les accords ADPIC, en vue de promouvoir l'accès aux médicaments pour tous. En outre, le Conseil prône l'exploration des modèles qui dissocient le coût de la R&D et le prix des médicaments dans le cadre de la stratégie et du plan d'action mondiaux pour la santé publique, l'innovation et la propriété intellectuelle, y compris les possibilités d'assurer des transferts de technologies de l'UE vers les pays en développement. [Plus](#)

PERFORMANCE DES SYSTÈMES DE SANTÉ

BISMARCK BAT À NOUVEAU BEVERIDGE

Pour la 3^{ème} année consécutive, le [Euro-Canada Health Consumer Index 2010](#) (ECHCI) qui compare la performance des systèmes de santé dans 34 pays, classe les Pays-Bas au premier rang. Le plus important est peut-être que le système néerlandais est caractérisé par une concurrence entre de multiples assureurs maladie différents, organisés indépendamment des prestataires de soins de santé. Cela favorise la concurrence et le choix des patients et contribue à créer un système de soins de santé orienté vers les consommateurs. Au lieu de mesurer des inputs tels que les niveaux de dépense et de ressources utilisées, cet indice tente de mesurer les résultats du point de vue du consommateur. L'ECHCI cherche à mesurer le critère de convivialité à l'égard des patients de chaque système national de santé et ne doit pas

être interprété comme une tentative d'identifier le «meilleur» système de santé. L'analyse montre que la performance tend à être plus élevée dans les pays appliquant le modèle «Bismarck» que dans ceux qui appliquent le modèle «Beveridge». Le modèle Beveridge, appliqué par exemple au Canada, repose sur un système organisationnel unique incluant les organes de financement et les prestataires et ne permet pas de choix entre les assureurs. Ce modèle est généralement source d'inefficacité, de lourde bureaucratie et d'absence de réponse aux besoins des consommateurs.

RÉMUNÉRATION LIÉE AUX RÉSULTATS

LE NHS EXPLORE L'IDÉE DE PAYER LES CITOYENS POUR AMÉLIORER LEUR SANTÉ

Selon BBC News, le NICE pense que l'utilisation d'incitations financières pour encourager des modes de vie plus sains pourrait contribuer à lutter contre l'obésité, le tabagisme et l'alcoolisme. Le NICE souhaite collecter davantage d'éléments probants avant de formuler une recommandation officielle. «Nous voulons la preuve que cela vaut la dépense et clarifier la question de la poursuite de l'effort lorsqu'il n'y a plus d'incitations», explique le NICE, qui est en train d'examiner des données internationales sur ce système de récompense et envisage des essais. Par exemple, en Allemagne, les cotisations à l'assurance maladie sont réduites

en cas d'inscription dans des programmes de sevrage tabagique et de dépistage. Toutefois, «cela pose aussi des questions morales. Peut-on parler d'amélioration de la santé par rapport à ce que chacun devrait faire d'office? Faut-il y consacrer des ressources publiques? Y a-t-il un sentiment de «soudoiment»?» [Plus \(EN\)](#)

VACCINS

LA R&D ET L'ACCÈS AUX VACCINS MENACÉS DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Selon MSF et Oxfam, de multiples facteurs compliquent l'accès des pays en développement aux vaccins pour enfants. Les deux organisations soulignent notamment trois causes importantes. Premièrement, les vaccins les plus récents sont souvent hors de prix, en partie à cause de l'absence d'une concurrence adéquate sur le marché. Deuxièmement, les entreprises pharmaceutiques étant peu incitées à mener des activités de R&D sur les maladies qui affectent les populations à faible pouvoir d'achat, certaines maladies ne font l'objet d'aucune recherche de vaccin et de nombreux vaccins ne sont pas adaptés aux populations des pays en développement. Troisièmement, se pose le problème de la faiblesse des systèmes de santé, dont l'une des conséquences est la pénurie de professionnels de la santé.

«[Giving developing countries the best shot](#)» (EN).

COIN LECTURES

LIVRES - RAPPORTS – LIENS

COMPARAISON DES SYSTÈMES DE SANTÉ

- [Health Systems Institutional Characteristics: A Survey of 29 OECD Countries](#), OECD Document de travail n°50

ENVIRONNEMENT ET SANTÉ

- [Santé et environnement en Europe: évaluation des progrès \(EN\)](#), OMS, 168 p. L'évaluation porte sur les aspects sanitaires liés à l'eau salubre et à l'air pur, à la sécurité chimique, au bruit et à la sécurité sur le lieu de travail, ainsi qu'aux environnements propices à la mobilité et à l'activité physique en toute sécurité.

ÉVALUATION DES TECHNOLOGIES MÉDICALES

- [The role of technology in health care expenditure in the EU](#), Documents économiques, DG Affaires économiques et financières, Commission Européenne.

FINANCEMENT DE LA SANTÉ

- [Responding to the challenge of financial stability in Estonia's health system](#), rapport de l'OMS. Deux tiers du financement total de la santé en Estonie provient de l'assurance maladie, 10% du budget du gouvernement central et un peu moins d'un quart de sources privées. Les recommandations pour renforcer la politique de financement afin de répondre aux objectifs du système de santé sont: Élargir la base des recettes publiques;

Améliorer la protection financière en réduisant les compléments personnels ; Continuer à améliorer la performance du système de santé par une meilleure allocation des ressources et politique d'achat ; Maintenir une forte gouvernance du système de santé.

MALADIES CHRONIQUES

- [Lutte contre les maladies chroniques en Europe: stratégies, interventions et défis \(EN\)](#), R. Busse et al., Observatoire européen des systèmes de santé. Les maladies chroniques sont la principale cause de mortalité et de morbidité en Europe, et concourent à 86 % du total des décès prématurés. Cet ouvrage laisse entendre que les responsables politiques devraient accorder la priorité aux maladies chroniques. Parmi les stratégies analysées figurent: (1) la prévention et le dépistage précoce, (2) de nouvelles qualifications et nouveaux cadres de soins des prestataires, (3) des programmes de prise en charge des maladies et (4) les modèles de soins intégrés. Mais choisir les bonnes stratégies sera difficile, notamment parce que les informations factuelles sur leur efficacité et leur coût-efficacité sont encore limitées. La 3^{ème} partie de l'ouvrage aborde par conséquent les défis d'ordre institutionnel et organisationnel pour les décideurs politiques et les managers.

POLITIQUE DE LA SANTÉ

- [Comparative health policy](#), McMillan, 328p. L'ouvrage examine dans quelle mesure les problèmes et réponses politiques dans différents pays ont des causes communes ou sont dus à des circonstances nationales spécifiques. Cette troisième édition comporte des informations

détaillées sur les récentes réformes menées en Allemagne et aux Pays-Bas ainsi qu'un plus grand nombre d'exemples provenant d'Asie.

SOINS PRIMAIRES

- Nouvelle édition de Health Affairs sur le thème des soins primaires: [Reinventing primary care](#).

STATISTIQUES EN MATIÈRE DE SANTÉ

- [Statistiques sanitaires mondiales 2010](#)
Les volumes de la série des Statistiques sanitaires mondiales contiennent une

compilation annuelle par l'OMS des données liées à la santé fournies par ses 193 États Membres et un résumé des progrès accomplis vers les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) liés à la santé et les cibles associées.

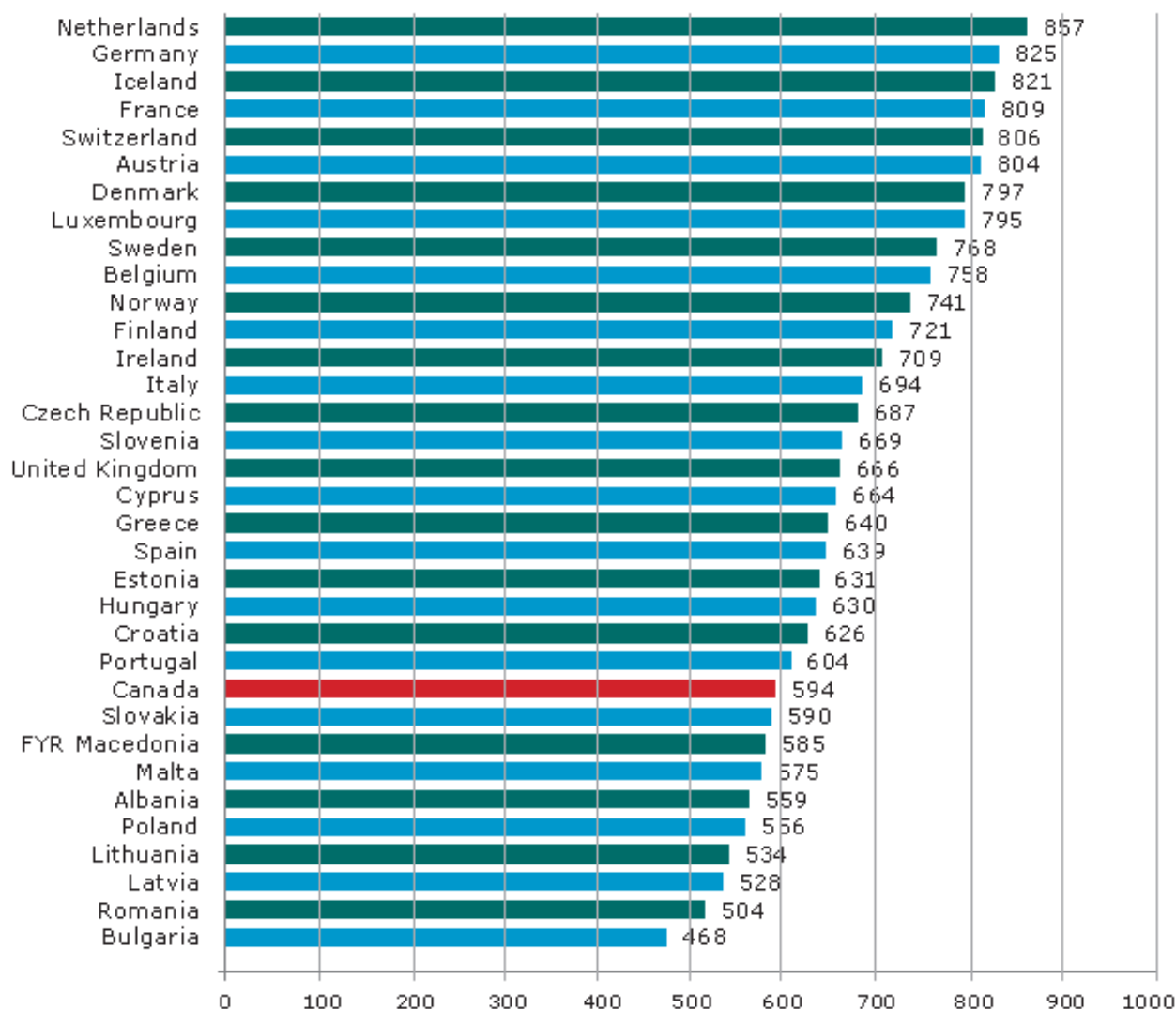
TÉLÉMÉDECINE

- [Présentations de l'atelier «Telemedicine and legal aspects»](#), organisé par la DG INFSOC de la Commission, avec la participation de l'AIM, disponibles en ligne sur le site epractice

GRAPHIQUE DU MOIS

Les Pays-Bas se classent au premier rang de l'indice Eurohealth

Scores de l'indice Eurohealth 2010



Source: Euro-Canada Health Consumer Index 2010

EVENEMENTS

PRÉSIDENTE ESPAGNOLE DE L'UE (SÉLECTION)

PRÉSIDENTE ESPAGNOLE DE L'UE



[Site web](#)

- 3-4/06, Conférence sur la sécurité des patients

- 7/06, Sommet de l'Union pour la Méditerranée, Barcelone.
- 7-8/06, Conseil Emploi, politique sociale, santé et consommateurs, Luxembourg.

AUTRES ÉVÉNEMENTS

- Deuxième conférence transatlantique AEIP-NCCMP-MEBCO: «Comparaison des politiques en matière de pension et de santé aux États-Unis et en Europe» (9-10/06), Bruxelles. Inscription gratuite: <http://www.altitude-design.be/AEIP-Conference/index.html> (FR-EN)

AIM

GROUPES DE TRAVAIL DE L'AIM

GRUPE D'EXPERTS «RÉFORME DU SECTEUR SANTÉ»

20/05: Réunion de membres de l'AIM provenant de 9 pays, sous la présidence de J. Hermesse (ANMC,

BE). Chaque pays a présenté les réformes en cours, les thèmes d'actualité et les innovations/meilleures pratiques intéressantes. Le débat général portait sur le financement alternatif de la santé. La prochaine réunion aura lieu à Berlin (D) le 9/11.

AGENDA DE L'AIM (DATES CLES)

- Réunions de l'Assemblée générale de l'AIM (Bruxelles, 2-4/06)
2/6: *Matin*: Commission Coopération internationale * – *Après-midi*: Soins de longue durée *
3/6: *Matin*: Commission Affaires européennes ** – *Après-midi*: Assemblée générale et Conseil d'administration** - Cocktail de bienvenue.
4/6: Conférence «Environnement et Santé: il est temps d'agir»
**Traduction simultanée en français, anglais et espagnol. - **Traduction simultanée en français, anglais et allemand.*
- Groupe d'experts «Médicaments» (Bruxelles, 25/06)
- Panel d'experts CAE (Bruxelles, 16/09)
- Réunions du Conseil d'administration de l'AIM (20-22/10, Casablanca - Maroc)
- Groupe de travail «Réforme du secteur santé» (ouvert à tous) (Berlin, 9/11)

L'AIM Flash mensuel est préparé par Philippe Swennen, R. Kessler, et A. Bour.

Pour plus d'informations sur l'un des thèmes de ce bulletin, veuillez contacter le Secrétariat de l'AIM.

Pour suivre les liens insérés dans ce document, appuyez sur la touche Ctrl en cliquant simultanément sur le lien.